



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

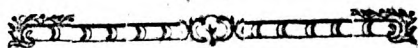
- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



CONGRÈS DE LA HAYE.



*Note à leurs Hautes Puissances les
États Belghiques.*

HAUTS ET PUISSANTS SEIGNEURS !

LE MOMENT URGENT
est enfin arrivé ou il va être discuté
par les Puissances voisines du sort de
la République de *nos* Provinces Bel-
ghiques Unies.

L'Angleterre, la Hollande & la
Prusse cherchent tous les moyens pos-
sibles d'établir une Paix générale en
Europe, elles ne peuvent pas y par-
venir à moins de rétablir également
la paix particulière entre les Provin-
ces Belghiques Unies d'une part, & la
Maison d'Autriche d'autre part : voila

A

ce qui porte les trois Puissances à ouvrir une négociation à La Haye pour y entendre la discussion des prétentions réciproques ; de sorte que quoique le but de ce Congrès soit de faire attention aux réclamations de l'ambassadeur Autrichien , le but de ce Congrès est également d'y faire attention aux prétentions & stipulations les plus justifiées en faveur de nos Provinces Belghiques Unies. Et Voilà la teneur des *Commissions* dont seront munis les Commissaires Plénipotentiaires , Anglois , Hollandois & Prussien.

Si par conséquent nous avons la prudence de négocier *démonstrativement & juridiquement* plusieurs stipulations favorables , dont l'ensemble produiroit une indépendance virtuelle, il est bien évident, que notre indépendance virtuelle pourroit ainsi être consolidée en vertu de la teneur des

commissions mêmes dont seront munis ces trois Plénipotentiaires au Congrès de La Haye.

La négociation pour y parvenir doit donc consister dans la démonstration suivante.

1.^o Que Charles-Quint ayant jadis sollicité & négocié par tous les moyens imaginables, afin que nos Provinces Belghiques fussent érigées en Royaume, ni les États des Pays-Bas, ni la France, ni l'Angleterre n'y ont jamais voulu consentir.

2.^o Que par conséquent nos Provinces Belghiques Unies n'ayant jamais été un *Royaume*, qui ait appartenu, soit à l'Espagne, soit à la Maison d'Autriche, il s'ensuit que feu Joseph II n'ayant jamais été *Roi* de nos Provinces Belghiques, il n'en a été, ainsi que ses prédécesseurs, que simplement *Gouverneur Général*, sous les différens *titres honorifiques* de nos Provinces respectives.

3.° En preuve de quoi la Maison d'Autriche n'a jamais osé donner à celui, ou celle, qui étoit envoyé de Vienne à Bruxelles à la place de Joseph II & de ses prédécesseurs, que le simple titre de *Lieu-tenant Gouverneur Général* ce qui signifie *tenant-lieu du Gouverneur Général des Pays-Bas Unis* mais non pas *tenant-lieu d'un Roi des Pays-Bas*.

Voyez les Lettres Patentes du Duc de Saxe-teschen, de Marie Christine, de feu le Prince Charles, &c.

4.° La Maison d'Autriche étant convaincue de cette vérité doit donc avouer, que ce ne sont pas *nos Provinces Beligiques*, qui lui ont appartenu, mais le *simple Gouvernement*, ou Administration de *nos Provinces*.

5.° Elle doit avouer que ce *Gouvernement*, ou administration, n'étoit rien de plus qu'un *simple emploi*, qui *originaiement* avoit été créé par les Etats, qui (dans la Belgique)

(5)

en qualité de *Représentans nés* du Peuple , ont soutenu successivement depuis plus de deux mille ans , afin de conserver l'indépendance primitive Belgique , des guerres sanglantes , & toujours Victorieuses , contre les Romains, contre Carloman, contre les adherens de Charles Martel , contre Berthold , contre le Duc d'Anjou &c. Et finalement contre Joseph II.

6.^o La Maison d'Autriche doit avouer que le *ci-devant Gouvernement Autrichien* de feu Joseph II dans *nos* Provinces Belghiques n'étoit rien de plus , que n'étoit le *ci-devant Gouvernement Espagnol* de feu Philippe II en Hollande.

7.^o D'où il est conséquent , que si le Congrès de la Haye admettoit la réclamation de l'Héritier de feu Joseph II. pour être réintégré dans le *Gouvernement Autrichien aux Pays-Bas* , il se trouveroit également obligé

par la même raison d'admettre la réclamation de l'Héritier de feu Philippe II. pour être réintégré dans le *ci-devant Gouvernement Espagnol en Hollande* , puisque la déchéance du *ci-devant Gouvernement ou Administration Autrichienne aux Pays-Bas*, étant aussi *légal* , qu'étoit la déchéance du *ci-devant Gouvernement Espagnol en Hollande* , comme il consiste par la veracité de nos Manifestes , détruit & aneantit totalement *le Droit de Succession* qui resultoit de la sanction pragmatique en faveur des Héritiers de Charles VI , à laquelle vos Hautes Puissances , Etats Generaux n'ont acquiescé , (en Congrès) le 15 Mai 1725 , que pour autant qu'il ny auroit pas , de malversation dans nos Provinces.

8.º D'autant plus que cette sanction pragmatique en faveur des héritiers de feu Charles VI n'étoit moti-

vée que sur ce que l'Angleterre & la Hollande même n'avoient accordé en 1706 à Charles III le *Gouvernement* ou administration des Pais-Bas qu'en promettant très-scrupuleusement qu'il ny auroit également deormais pas de *Malversation* dans nos Provinces.

9.º Il est donc bien évident que comme non obstant cette garantie sacrée, la *Malversation* depuis cette époque jusqu'aujourd'hui, & particulièrement sous feu Joseph II étant toujours devenu de plus en plus revoltante, NI L'ANGLETERRE, NI LA HOLLANDE, NE PEUVENT PAS PLUS PRETER LA MAIN AU RETABLISSEMENT DU GOUVERNEMENT AUTRICHIEN AUX PAYS-BAS, QUELLES NE POURROIENT PRETER LA MAIN AU RETABLISSEMENT DU GOUVERNEMENT ESPAGNOL EN HOLLANDE.

10.º Et puisque cette garantie qui se trouve très-clairement exprimée

(8)

dans la Lettre qui repose encore dans les Archives de leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats de Brabant en date du 26 Mai 1706 , est la même qui a été exprimée de la part de la France dans les Art. 27 & 28 du traité de Radstadt , il est bien évident que la FRANCE NE PEUT PAS PLUS CONTINUER A SANCTIONNER OU A PRETER LA MAIN , OU A ACQUIESCER A LA REINTEGRATION DU CI-DEVANT GOUVERNEMENT AUTRICHIEN AUX PAIS-BAS , QUE NE LE POURROIT FAIRE L'ANGLETERRE OU LA HOLLANDE MEME.

BRUXELLES ce 15
Septembre 1790.